

3 février 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclarations conjointes de MM. François Hollande, Président de la République, et Mario Monti, Président du Conseil de la République d'Italie, sur les relations franco-italiennes et sur la construction européenne, à Paris le 3 février 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs, j'ai reçu une nouvelle fois Mario MONTI. Je dis une nouvelle fois parce que depuis maintenant plus de 8 mois, nos contacts se sont multipliés et nos rencontres également. Je dois dire que la coopération entre la France et l'Italie sur les enjeux européens, mais pas seulement, sur les questions internationales aussi est d'un niveau exceptionnel.

Cela tient à une relation personnelle, sûrement. Cela tient aussi à des choix politiques que nous avons pris et qui sont ceux de la croissance et de la stabilité. De la croissance, parce que l'Italie a soutenu le pacte que j'avais proposé au mois de juin. De la stabilité parce que Mario MONTI a été de ceux, dans ce Conseil européen du mois de juin, qui a insisté pour que nous puissions trouver des mécanismes qui assurent, aux pays qui pouvaient en avoir besoin, les moyens indispensables pour leur venir en soutien.

Résultat : il y a maintenant dans la zone euro une confiance qui peut être soulignée, puisque les marchés ont salué peut-être même avec ampleur et excès par le niveau de leuro, la confiance qu'ils accordaient aux pays qui composent la zone. Il y a aussi des efforts importants qui ont été réalisés par nos pays respectifs en matière de maîtrise des comptes publics et de soutien à l'innovation et à la compétitivité qui expliquent aussi ce résultat.

Mais aujourd'hui, nous faisons face à un choix qui va venir et qui est celui du budget pour l'Europe, ce que l'on appelle « les perspectives financières ». Là-dessus, nous constatons que la négociation est très difficile parce qu'elle touche sûrement à une conception de l'Europe, fondée à nos yeux sur la solidarité et la croissance et aussi à des intérêts nationaux. Et il est bien légitime que chaque chef d'État ou de gouvernement défende les siens au Conseil européen.

Nous faisons donc tout pour que, lors du prochain Conseil, nous puissions trouver un accord. Les conditions ne sont pas encore à ces heures réunies. Mais il nous reste encore quelques jours, et j'imagine une nuit entière, pour aboutir aux résultats que nous souhaitons tous, c'est-à-dire une négociation réussie sur les perspectives financières.

Je voudrais terminer mon propos introductif en évoquant la situation au Mali. J'en reviens et je veux saluer l'appui des Européens à cette initiative et notamment de l'Italie. Il y a des formateurs qui vont être bientôt sur place certains le sont déjà et qui permettront à l'armée malienne de poursuivre la mission qui est la sienne, c'est-à-dire de permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale, les forces françaises laissant la place à la mission internationale de soutien au Mali (MISMA) le moment venu.

Je sais qu'en Italie, pour des raisons que chacun peut comprendre il y a des élections très bientôt il n'a pas été possible d'envoyer les formateurs. Mais ce qui compte en ce moment, au-delà du nombre de formateurs, c'est l'appui politique et je l'ai reçu une nouvelle fois de l'Italie.

Tels étaient les quelques propos introductifs que je voulais évoquer devant vous ».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL : « Merci beaucoup Monsieur le Président pour votre disponibilité à me rencontrer un dimanche après-midi, bien que vous reveniez de votre voyage courageux au

Mali. L'Italie réaffirme son soutien politique que le Président vient dévoquer.

L'objectif de notre rencontre est de préparer le Conseil européen de jeudi et vendredi prochains à Bruxelles relatif au futur cadre financier européen pour cette année. Il s'agit d'une décision de taille qui pourra avoir une influence positive pour l'Union européenne pour la période 2014-2020.

Il s'agit d'un thème très important dont j'ai parlé, les jours et les semaines passés, avec le Président Herman Van ROMPUY et avec la chancelière Angela MERKEL à Berlin. J'ai parlé avec le Président de la Commission M. BARROSO.

Il me semble qu'il est de bon sens que la Commission européenne puisse avoir un budget commun visant à soutenir la croissance économique et qui puisse donner stabilité, sécurité aux politiques européennes pourvu qu'il y ait une valeur ajoutée et des économies d'échelle faites au niveau européen par rapport aux dépenses nationales. Je pense que la contribution nette de chaque pays membre doit être à la hauteur de la situation économique de chaque pays, compte tenu de la crise financière qui a sévi pour certains plus que pour d'autres.

Dans les bilans 2007-2013, l'Italie a toujours beaucoup payé entre les fonds versés et les recettes au point d'être en 2012 le premier contributeur net. J'espère que l'on pourra trouver un accord la semaine prochaine en essayant de respecter le paquet que l'on a eu du mal à négocier au mois de novembre. Mais j'espère que le système qui en découlera sera plus juste.

Je voudrais dire une dernière chose. Depuis l'arrivée de François HOLLANDE à la présidence de la République, la collaboration entre la France et l'Italie, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi qu'au niveau des deux gouvernements, s'est distinguée par une vision commune sur les thèmes bilatéraux ainsi que sur les politiques économiques et sociales nécessaires à notre Europe.

Notre très forte collaboration a permis d'avancer rapidement et concrètement grâce à l'adoption du pacte pour la croissance, grâce à la question financière et des titres d'Etat dans l'Eurozone et les décisions pour une prompte réalisation de l'Union bancaire. On a remarqué que la France, l'Allemagne et l'Italie, en travaillant ensemble avec leurs différentes sensibilités mais dans le cadre communautaire, peuvent donner une impulsion forte aux politiques européennes.

Merci Monsieur le Président ».